

## **Economie** | Dix ans de collaboration entre les laboratoires d'analyses de Gironde et de Dordogne



**Le laboratoire départemental d'analyse et de recherche à Coulounieix Chamiers abrite le SATESE (service d'assistance technique des exploitations de la station d'épuration et le laboratoire départemental d'analyse et de recherche (LDAR). Depuis dix ans, le site périgourdin a développé un partenariat avec celui de la Gironde. Chacun a ses spécificités : les végétaux en Gironde en partenariat avec l'INRA et la biologie moléculaire et chimie en Dordogne. Ce partenariat a permis aux deux structures de conquérir de nouveaux marchés au niveau national, de sauvegarder et de créer de l'emploi.**

Le laboratoire départemental d'analyse et de recherche, situé sur les hauteurs de Coulounieix Chamiers, intervient dans trois secteurs : eaux et environnement, hygiène alimentaire, santé animale. Au total cent personnes réalisent les contrôles sanitaires des eaux de consommation humaine et de loisirs, les analyses de piscines, vérifient les rejets des stations d'épuration, interviennent dans tous les secteurs agro alimentaires de la Dordogne, des abattoirs à la distribution. 300 000 analyses ont été réalisées en 2016. «Notre champ d'activités est vaste. N'importe quel Périgourdin, qu'il soit agriculteur, représentant d'une collectivité, d'une entreprise, un professionnel de la santé ou encore un particulier peut faire appel à nos travaux,» souligne le directeur Jean-Louis Moyen. Parmi les dossiers de l'actualité figurent en bonne place, la sécurité alimentaire, et l'influenza aviaire. En France, seuls une douzaine de laboratoires sont compétents pour identifier le virus de la grippe aviaire : celui de la Dordogne en fait partie. Autre urgence du moment, depuis quelques semaines, les équipes périgourdines sont sollicitées pour contrôler les kits de survie alimentaires en partance pour les pays d'Afrique frappés par la famine. Les équipements sont modernes et régulièrement renouvelés avec un investissement annuel qui représente 400 000 €. Un logiciel spécifique gère l'ensemble des activités, assure la sécurité des données et la rapidité des transmissions.

### **Emplois créés et développement d'activités**

Depuis dix ans, les équipes périgourdines du laboratoire travaillent main dans la main avec celles de la Gironde. Chaque site conserve son ancrage territorial et ses spécialités : les végétaux en Gironde en partenariat avec l'INRA et la biologie moléculaire et chimie en Dordogne. Vendredi, Germinal Peiro, le président du conseil

départemental de la Dordogne recevait son homologue girondin Jean-Luc Gleyze. Ce partenariat entre les deux laboratoires départementaux a permis de gagner de nouveaux marchés. Le site girondin, qui emploie désormais 43 personnes, a été désigné fin 2016, par l'Agence régionale de santé (ARS) pour le contrôle de la qualité des eaux de consommation humaine et des eaux de loisir (piscines, plages, lacs...) pour l'ensemble des communes de Gironde et de Dordogne, en partenariat avec le laboratoire Périgourdin. "Ce contrat d'un montant de 4 millions d'euros et portant sur la période 2016-2020 a permis d'assurer la sauvegarde de 12 emplois en Gironde (8 préleveurs et 4 techniciens). Ces personnes étaient tous salariées du Laboratoire IPL Atlantique, appartenant au groupe Eurofins, placé en liquidation judiciaire. Ce laboratoire était spécialisé dans le contrôle sanitaire, notamment de la qualité des eaux. Nous n'avons pas souhaité que ce savoir-faire se perde, précise Jean-Luc Gleyze. Du côté de la Dordogne, le laboratoire a enregistré en quelques années, une forte croissance d'activité. "Le développement des collaborations avec les laboratoires publics des autres départements de la région, et notamment celui de la Gironde, a permis au site périgourdin dans un premier temps d'atteindre l'équilibre puis désormais à s'autofinancer. Nous ne versons plus aucune subvention départementale alors qu'en 2011, elle s'élevait à 1 million, observe Germinal Peiro. A l'avenir, les Départements de la Gironde et de la Dordogne souhaitent accentuer leur collaboration. La création d'une centrale d'achat commune pour les équipements et les consommables est à l'étude ainsi que l'optimisation des collectes. Le développement des projets de recherche fondés sur les compétences de chaque territoire : unité végétaux en partenariat avec l'INRA en Gironde et biologie moléculaire et industrie agroalimentaire pour la Dordogne , est aussi en projet.



Claude-Hélène Yvard

*Crédit Photo : Claude-Hélène Yvard*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 09/04/2017*

*[Url de cet article](#)*